

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

GIANNI CARROZZA
36, Rue D'Oran
75018 PARIS (FR.)

DECEMBRE 1975

A PROPOS DU CAPITALISME D'ETAT

Notes critiques sur : Capitalisme et Lutte de Classe
en Pologne, rédigé par un collectif d'I.C.O. - Spar-
tacus 1975 (1)

La publication de ce livre présente un double intérêt : d'abord, par la somme de renseignements donnée sur l'insurrection ouvrière - section fort longue, parfois anecdotique -, ensuite par un certain nombre de textes, donnés en présentation et en annexe, qui visent à approfondir de manière théorique l'étude du capitalisme (sous ses formes libérale et "orientale"), dans le but de situer plus correctement les problèmes de la lutte de classe.

Ces textes, présentés comme une contribution provisoire pour une discussion, comme une première approche pour un livre qui reste à écrire, visent avant tout à poser des questions pour entraîner la réflexion.

(1) C/O R. LE FEUVRE - 5 rue Sainte Croix de la Bretonnerie
75004 PARIS

Nous ne prétendons nullement ici nous livrer à un examen d'ensemble de ce travail, mais espérons contribuer à établir la discussion sur des bases solides. En l'occurrence nous nous arrêterons essentiellement sur trois interprétations qui apparaissent dans le livre :

- a) Le capitalisme d'Etat correspond à la phase d'accumulation primitive du capital ;
- b) A partir d'un certain stade de développement, il lui faut se "libéraliser", en se rapprochant du "modèle" occidental ;
- c) A l'intérieur même de la classe dirigeante, les "Economistes", voire la "classe intellectuelle", tendent alors à utiliser les luttes ouvrières pour prendre la place des "Politiques", afin de réaliser cette "libéralisation".

De tels éléments d'analyse correspondent-ils à la réalité historique et présente du Capitalisme d'Etat ? On pourrait d'abord se demander si le fonctionnement de l'économie ne tend pas à être envisagé ici comme une sphère autonome, indépendante de la lutte de classe, laquelle ne serait "rattrapée" qu'en dernier ressort, en tant que force d'appoint dans des manoeuvres bureaucratiques. En fait, la lutte de classe et le fonctionnement de l'économie ne sont-ils pas les deux faces de la même médaille ? Et n'est-ce pas pour cette raison essentielle - quoique selon des modalités spécifiques - que les bureaucraties des pays de l'Est ont aujourd'hui autant les mains liées que les capitalistes occidentaux ?

Pour bien comprendre ce que représente historiquement le capitalisme d'Etat, il importe donc de préciser comment sa structure s'explique par les nécessités historiques, et quels types de rapports de classe il incarne.

LES CONDITIONS HISTORIQUES

Par rapport aux pays industrialisés, la Russie de 1917 apparaît comme un pays sous-développé, qui subit la mainmise du capital étranger. Les rapports de classe - notamment dans l'agriculture - font obstacle à la constitution d'un capital national et entravent par conséquent le développement d'une bourgeoisie capable d'assurer l'accumulation dans le cadre du marché mondial.

Mais ce que le marché interdit est néanmoins possible par un capital centralisé à outrance sur le plan national et isolé du marché mondial par le monopole du commerce extérieur. Emergeant des décombres de l'Etat tsariste et de la décomposition des soviets, l'Etat mis sur pied par les Bolchéviks sera l'agent de cette double opération.

L'autarcie imposée par le faible développement des forces productives - qui interdit d'affronter la concurrence étrangère - est rendue possible par l'immensité géographique du pays et l'étendue de ses ressources naturelles. La violence exercée sur le prolétariat pour contenir sa résistance à l'exploitation, et plus encore sur la paysannerie pour la réduire à la condition prolétarienne, permettra la constitution accélérée d'un capital national, qui apparemment ne le cède en rien, quant à sa masse et à sa composition, à celui des pays capitalistes les plus avancés. Mais les rapports de classe imposés par la centralisation même du capital auront des conséquences déterminantes sur le fonctionnement du capitalisme d'Etat, bien au-delà de la période de constitution du capital national (1).

LE CAPITALISME D'ETAT : STRUCTURE ET RAPPORTS DE CLASSE

Si la centralisation permet le réinvestissement de la totalité de la plus-value disponible pour l'accumulation, sans qu'interviennent des problèmes de réalisation, elle présente de sérieux inconvénients quant à l'extraction même de cette plus-value.

En effet, la centralisation élimine la concurrence entre les diverses fractions du capital social : l'absence de marché fait qu'il n'existe pas de pression continue exercée au sein des entreprises sur les capitalistes eux-mêmes - et sur les travailleurs - en vue de la modernisation du capital et de l'intensification du travail. Il s'en suit un type particulier de domination, plus formelle que réelle, sur le travail vivant : usines qui ignorent le taylorisme (2), plein emploi assuré (d'où à la fois un relâchement de la pression du capital sur les ouvriers, et une pression plus forte sur les salaires).

Dans ces conditions, la productivité ne peut s'accroître que grâce à l'élévation de la composition technique du capital, par des investissements massifs en capital constant, mais, à partir d'un certain point, elle augmente moins vite que la quantité de capital immobilisé : autrement dit, le coefficient de capital augmente, et le taux de profit diminue. Certes, la production s'accroît, mais de manière moins rentable.

(1) Si durant la période stalinienne l'histoire économique de l'U.R.S.S. présente certaines ressemblances avec la phase de l'accumulation primitive en Europe occidentale, et si des traits analogues apparaissent dans les "démocraties populaires" d'Europe orientale, il semble difficile de parler encore d'accumulation primitive alors que depuis belle lurette l'industrie finance elle-même sa propre accumulation (en URSS, elle finance même une bonne partie des investissements effectués dans l'agriculture).

(2) Ce fait est attesté, non seulement par les innombrables témoignages sur la faible intensité du travail dans les usines "orientales", mais aussi par la composition de la force de travail industrielle, qui, en URSS, par exemple, compte quelque 80 % d'ouvriers qualifiés, alors que dans les usines "occidentales", ce sont les O.S. qui sont en majorité.

Les incidences de cette situation sur les rapports de classe sont déterminantes. La nécessité de forcer l'élévation de la composition technique du capital oblige à donner la priorité au secteur I (moyens de production), au détriment du secteur II (biens de consommation), ce qui s'oppose fondamentalement à un progrès du niveau de vie "à l'américaine". Dans ces conditions, la "carotte" du salaire ne joue que très relativement. Ainsi, les travailleurs, qui ne sont pas incités à travailler plus (car les stimulants matériels sont insuffisants) multiplient les formes de résistance passive (absentéisme, coulage de la production) et de "débrouillardise" individuelle (perruque et vols purs et simples). Cette attitude s'explique d'autant mieux que toute lutte véritable - et les émeutes polonaises l'ont une fois de plus clairement montré - prend d'emblée un tour insurrectionnel. L'inexistence de syndicats-tampons, susceptibles de médiatiser les luttes, ne suffirait-elle pas à montrer que toute réforme est impossible et qu'il n'y a pas de miettes à arracher ?

PERSPECTIVES

Il découle évidemment de ce qui précède que le capitalisme d'Etat ne saurait représenter, comme l'affirment les staliniens de tout poil, un modèle d'avenir ni même, à long ou à moyen terme, une solution de rechange viable pour le capitalisme tel qu'il existe actuellement. Mais il n'est pas non plus une forme "transitoire", susceptible d'être aménagée et libéralisée.

Une réforme digne de ce nom ne pourrait consister que dans l'introduction du marché, de la concurrence (et des crises cycliques qui en sont l'accompagnement inévitable), ce qui impliquerait le démembrement du capital social, l'autonomisation effective de ses diverses fractions (entreprises, trusts, etc.) et par suite un bouleversement dans la composition de la classe dirigeante, qui ne pourrait guère résulter d'une simple "révolution de palais".

Le conflit entre "libéraux" et "politiques" se trouve ainsi ramené à de plus justes proportions : des tiraillements entre bureaucrates dont les intérêts peuvent diverger sur des points de détail, mais qui se trouvent unis par la nécessité de maintenir la centralisation du capital, sous peine de scier la branche sur laquelle ils sont assis les uns comme les autres.

Les perspectives "économistes" évoquées dans la brochure ne sont pas plus réalistes. Ainsi par exemple de la destruction physique du capital, qui semble exercer une certaine fascination sur ses rédacteurs. Ne s'agit-il pas ici d'une confusion entre la disparition pure et simple du capital (dont on ne voit pas quel profit en tireraient les capitalistes !) et l'accélération de la rotation par une utilisation plus intensive des machines ?

Dans ce dernier cas, le capital détruit par l'usure des machines, transmettant sa valeur à un produit, provoque sa propre régénération ; en faisant baisser le coefficient de capital, ce phénomène augmente le taux de profit (1). Or, nous avons vu que le fonctionnement du capitalisme d'Etat s'exerce dans un sens tout à fait opposé.

Quant à un "amorçage de pompe" qui permettrait au capitalisme d'Etat de passer à un niveau supérieur, il se heurte lui aussi aux problèmes qu'engendre la centralisation du capital national. Un tel "amorçage" ne pourrait consister qu'en une injection de capital, permettant de concilier temporairement le forçage de l'accumulation et l'élévation du niveau de vie de la population (c'est le sens de la politique mise en oeuvre par la bureaucratie polonaise au lendemain des grèves de 1970/1971).

Mais à supposer même qu'une masse suffisante de capitaux en provenance des pays avancés soit disposée à s'investir dans une telle opération - ce qui n'est nullement le cas à l'heure actuelle - comment pourrait-elle freiner la hausse du coefficient de capital et la chute du taux de profit, si les rapports de classe ne sont pas modifiés, ce qui nous ramène au problème de la "réforme" ?

Situé historiquement, le capitalisme d'Etat apparaît comme une bifurcation spécifique, une solution convenant à un certain type de pays sous-développés - s'il a pris naissance dans un pays comme la Russie, ce n'est certes pas un hasard - condamnée à atteindre son plafond à un stade inférieur de développement des forces productives, et incapable désormais d'assurer la modernisation et la rationalisation du capital. Mais la cohérence même de sa structure sociale lui ferme la voie des "réformes" : il ne pourrait être remis en cause que par la guerre ou la révolution (qui impliquent l'une et l'autre l'intervention des rapports de classe internationaux). Si la crise se développe aujourd'hui au sein du capitalisme d'Etat parallèlement à celle du capitalisme de marché, elle n'en reste pas moins spécifique (2), et il est aussi inexact d'établir un amalgame entre les deux formes de capitalisme que de croire au passage de l'un à l'autre à la faveur de mouvements insurrectionnels limités.

Toujours est-il que, ici et là, l'absence ou l'amenuisement des possibilités de réformes sérieuses font du soulèvement révolutionnaire une alternative possible.

(1) Voir à ce sujet "Le mode de production capitaliste" dans Lutte de Classe de mai et juin 1975.

(2) Ces points seront développés dans des textes actuellement en préparation.